L'IMPÔT SUR LE REVENU

L'ENCAISSEMENT DES CHÈQUES DE REMBOURSEMENT—LES DIFFICULTÉS ÉPROUVÉES PAR LES BÉNÉFICIAIRES

M. Jack Shields (Athabasca): Madame le Président, ma question s'adresse au ministre du Revenu national qui sait que des chèques de remboursement de l'impôt sont dans le courrier. Sait-il que les bénéficiaires ont énormément de difficulté à encaisser ces chèques s'ils n'ont pas de compte à la banque où ils les présentent? Est-il au courant que c'est la politique de la plupart des banques au Canada parce que trop de chèques postés sont volés? Le ministre sait-il combien de chèques postés sont volés, ou en d'autres mots, ne parviennent pas au destinataire et pourquoi le ministre ne donne-t-il pas à ses services l'ordre d'envoyer les remboursements par courrier recommandé?

[Français]

L'hon. Pierre Bussièrès (ministre du Revenu national): Madame le Président, le problème que soulève le député n'est pas le fait seulement des chèques du gouvernement, c'est également le fait de tout envoi par la poste qui peut être sujet à un vol, comme un objet qui est expédié par une forme de courrier quelconque.

Quant au nombre de chèques de remboursement d'impôt qui pourraient être volés dans des envois, j'avoue que je ne le connais pas. Il serait probablement recommandable d'adresser la question au ministère des Approvisionnements et Services; puisqu'il est le véhicule qui met les chèques à la poste, puisque c'est lui qui les imprime et qui est chargé de les expédier.

Je crois que la pratique d'exiger un dépôt est une politique propre aux institutions financières. Y aurait-il possibilité qu'elle soit assouplie? Je crois que le ministre des Finances pourrait sûrement transmettre la préoccupation du député à l'inspecteur général des banques.

[Traduction]

ON DEMANDE QUE LES CHÈQUES SOIENT ENVOYÉS PAR COURRIER RECOMMANDÉ

M. Jack Shields (Athabasca): Madame le Président, j'essaie de faire ressortir que les établissements financiers de tout le pays, et même les gens d'affaires en général, sont très réticents à encaisser ces chèques de remboursement de l'impôt sur le revenu parce qu'ils savent qu'il y a partout au Canada une épidémie de vols des chèques qui ont été mis à la poste. Pourquoi le ministre n'adopte-t-il pas une nouvelle politique et ne demande-t-il pas à son ministère d'envoyer les chèques par courrier recommandé, sachant que ce service coûte plus cher mais sachant aussi que le gouvernement a eu cet argent à sa disposition pendant plus de trois mois et qu'il a touché de l'intérêt sur ces fonds?

[Français]

L'hon. Pierre Bussièrès (ministre du Revenu national): Madame le Président, nous avons souvent eu l'occasion d'entendre à la Chambre les préoccupations du député qui vient de poser la question au sujet des dépenses gouvernementales. D'une part, je suis convaincu qu'il est sensibilisé au fait que l'avantage qu'on pourrait retrouver en ce qui a trait à un envoi direct par courrier recommandé aux gens à qui on retourne un remboursement d'impôt représenterait un coût élevé à même les fonds du gouvernement. D'autre part, je ne suis pas certain que l'on démontrerait en contrepartie beaucoup plus de souplesse de la part des institutions financières en

Questions orales

vue d'encaisser les chèques en cause. Maintenant, je peux très bien examiner les avantages et les désavantages de la proposition de l'honorable député.

* * *

[Traduction]

LE SERVICE CANADIEN DU RENSEIGNEMENT DE SÉCURITÉ

LA DÉFINITION PAR LA COUR SUPRÊME DU CANADA

M. Benno Friesen (Surrey-White Rock-Delta-Nord): Madame le Président, ma question s'adresse au solliciteur général qui s'adresse enfin à une bonne source puisqu'il est en train de consulter mon collègue de Durham-Northumberland. Tout à l'heure, le solliciteur général a dit que sa définition du service de sécurité résisterait à l'examen du comité. Sa définition va-t-elle résister à l'examen tout comme sa politique de réarrestation immédiate a résisté à l'examen de la Cour suprême du Canada.

L'hon. Bob Kaplan (solliciteur général du Canada): Bien mieux!

* * *

LES CHEMINS DE FER

LA RÉPARTITION DES COMMANDES DE MATÉRIEL ROULANT NEUF

M. Geoff Scott (Hamilton-Wentworth): Madame le Président, ma question s'adresse au ministre des Transports et concerne l'adjudication des contrats annoncés hier concernant la fabrication de wagons-trémies et de wagons à charbon, et une bien mauvaise surprise attendait les industries de Hamilton. Règle générale, la National Steel Car obtient 40 p. 100 des contrats de fabrication des nouveaux wagons à grain et voilà qu'elle est réduite à 35 p. 100. Elle a également été devancée pour le contrat relatif aux wagons à charbon.

Pourquoi ces contrats ont-ils été adjugés dans le cadre du programme spécial de relance alors que l'on savait déjà l'automne dernier que les chantiers du CN à Transcona, Montréal et Moncton avaient, pour ainsi dire, l'avantage? A-t-on seulement songé à accorder une partie du contrat relatif aux wagons à charbon à la National Steel Car?

L'hon. Jean-Luc Pepin (ministre des Transports): Madame le Président, la National Coal Car a tout de même obtenu un morceau intéressant. Elle a obtenu une commande de quelque 483 wagons-trémies soit 35 p. 100 de la commande totale. A cet égard, nous avons suivi la pratique habituelle, une pratique qui s'est répétée à quatre ou cinq reprises depuis dix ans, et qui se résume à ceci: le meilleur soumissionnaire obtient 40 p. 100; le deuxième, 35 p. 100 et le troisième 25 p. 100. Par le passé, c'était généralement l'entreprise de Hamilton qui présentait le meilleur prix et elle obtenait ainsi 40 p. 100 de la commande. Cette fois-ci ce fut Marine Industries de Sorel. En fait, la soumission de Sorel a même été plus basse que la dernière fois et c'est pourquoi ils ont obtenu la meilleure part.

M. Scott (Hamilton-Wentworth): Madame le Président, étant donné la participation du CN, nous de Hamilton nous nous demandons si le ministre responsable de Hamilton n'a pas l'influence politique du ministre du Manitoba ou encore des députés de Montréal ou de Moncton.